

Pierre-Jean Luizard*

À Bagdad comme à Beyrouth, la société civile face à l'absence d'État

Causés par les coupures d'électricité et le non ramassage des ordures, alors que le thermomètre avoisinait les 50C°, l'été 2015 a été témoin de deux mouvements de grande ampleur à Bagdad comme à Beyrouth. Ces mouvements horizontaux, sans encadrement par un parti politique, ont exprimé toutes les revendications accumulées par la population contre la corruption endémique, le dysfonctionnement de l'État et la paralysie des institutions politiques. En Irak comme au Liban, le responsable a été clairement désigné: le confessionnalisme. En Irak comme au Liban, le mouvement, aussi massif qu'il ait pu être, s'est finalement épuisé faute d'interlocuteur: à Bagdad comme à Beyrouth, en effet, l'État était aux abonnés absents!

En Irak, «Au nom de la religion, les brigands nous volent!»

L'été 2015 a été témoin d'un mouvement populaire majeur dans la partie de l'Irak sous le contrôle du gouvernement reconnu comme légitime par la communauté internationale, c'est-à-dire celui qui, en gros, correspond au pays chiite, à l'exclusion donc du Kurdistan et de la zone sous la domination de l'État islamique. Sans nul doute, il s'est agi de la mobilisation la plus massive que le pays ait connue depuis l'occupation américaine de 2003. Polarisés par la guerre en Syrie, les médias occidentaux y ont pourtant prêté peu d'attention.

Les premières manifestations ont eu lieu le 16 juillet 2015 dans la province à majorité chiite de Basra, à l'extrême sud du pays. Par milliers,

* Pierre-Jean Luizard est historien, Directeur de recherche au CNRS (Groupe Sociétés, Religions, Laïcités, UMR 8582 CNRS/EPHE).

des Irakiens étaient descendus dans les rues pour dénoncer la ruine des services publics, plus particulièrement les coupures d'électricité récurrentes et prolongées à un moment où la fournaise de l'été irakien rendait la vie quotidienne insupportable. Pourquoi Basra? Probablement parce que la ville est la capitale de l'une des provinces les plus riches d'Irak et que le contraste entre l'opulence d'une classe politique corrompue et l'enfer du quotidien de l'Irakien moyen y était encore plus inacceptable. Le siège du Conseil suprême islamique d'Irak, un parti islamiste chiite proche de l'Iran dont est membre Majid al-Nasrawi, le gouverneur de la province, a été incendié, tandis que les manifestants barraient les axes principaux de la ville. Un mort et plusieurs blessés: tel fut le résultat de la confrontation avec les forces de sécurité venues en renfort.

Très vite, le mouvement s'est répandu dans tout le pays et c'est à Bagdad qu'il a pris une ampleur inédite. À partir du 31 juillet, un lieu emblématique servit de point de ralliement: la place Tahrir (place de la Libération), que les partis séculiers ont adoptée depuis la révolution anti-monarchique de 1958 comme théâtre privilégié de leurs rassemblements. Les slogans étaient remarquables par l'absence totale de manifestations communautaires, ethniques ou confessionnelles. Les seuls drapeaux agités étaient ceux du pays, l'Irak. Aucun parti politique, aucun mouvement n'était l'inspirateur ni l'organisateur d'une protestation qui doit sa singularité à son caractère spontané et largement dépourvu d'organisation. C'est probablement cette dimension qui a attiré autant d'Irakiens de toutes confessions et non affiliés à des partis politiques. Parti de la dénonciation des coupures d'électricité, le mouvement a rapidement englobé tous les services publics, dans un état de dégradation avancée, dans ses revendications envers une classe politique rendue responsable de l'état du pays (illustré par la déroute de 2014 face à l'État islamique). La corruption généralisée des élites politiques et leur incompétence devenues légendaires étaient systématiquement dénoncées comme la cause de la ruine des services publics. Les manifestants réclamaient une réforme du système judiciaire et des forces de sécurité afin de lutter contre l'impunité des hauts fonctionnaires et le coût exorbitant de leurs escortes, chargées de leur sécurité. Et, sans surprise, c'est le système des quotas ethniques et confessionnels (*muhassasa*), mis en place depuis 2003 sous le patronage américain, qui a été pointé du doigt comme étant à l'origine des maux dont souffre l'Irak.

Les réseaux sociaux ont servi de moyens de mobilisation où la jeunesse était largement représentée. Certains partis séculiers, comme le parti communiste, ont inspiré certains mots d'ordre. Mais, dans son ensemble,

le mouvement est demeuré horizontal, dépourvu de leadership ou même de coordination d'une province à l'autre. Les partis islamistes, chiites ou sunnites, au gouvernement, ont regardé avec méfiance un mouvement qui remettait en cause les bases communautaires grâce auxquelles ils monopolisaient le pouvoir depuis 2005. Assez rapidement, ils le considèrent comme hostile et ils appelèrent le gouvernement à majorité chiite du Premier ministre Haydar al-Abadi à le circonscrire. Les activistes furent accusés d'exécuter un «complot de l'étranger», d'athéisme et, même, d'être baassistes! Pourtant, la plus haute autorité religieuse chiite, l'ayatollah Sistani, avait appelé le Premier ministre irakien à faire des réformes d'urgence et à en finir avec la corruption. Et, parmi les partis politiques religieux, seul, le mouvement sadriste, qui représente les chiites les plus pauvres du pays, reprit à son compte l'appel à lutter contre la ruine du service public et la corruption. C'est la personne de Muqtada al-Sadr qui, une fois encore, s'imposa. Le leader religieux lança une mise en garde au gouvernement de Haydar al-Abadi, l'enjoignant de répondre aux manifestants par un train de réformes. La position de Muqtada était d'autant plus remarquable que son propre mouvement, au sein du parlement irakien, rejoignait les autres forces politiques pour défendre les privilèges acquis grâce à des élections successives. Ces élections, faut-il le rappeler, avaient consacré le pouvoir de forces confessionnelles, vidant la vie politique irakienne de tout contenu citoyen nécessaire au vivre ensemble.

Parmi les mots d'ordre les plus entendus, «*Bism al-dîn, bâqûnâ al-harâ-miyya!*» (Au nom de la religion, les brigands nous volent!) montrait bien le lien fait par les manifestants entre le confessionnalisme, la corruption et la ruine des services publics. À la différence des Printemps arabes de 2011, le mouvement ne réclamait pas le renversement du gouvernement, mais des réformes. Les activistes semblaient ainsi manifester qu'ils pensaient possible de telles réformes dans le cadre des institutions en place. Par dizaines de milliers, vendredi après vendredi, les protestataires convergeaient vers la place Tahrir au début du mois d'août.

Le 9 août 2015, le Premier ministre Haydar al-Abadi annonçait un premier train de réformes. Il s'agissait notamment de réduire le nombre des gardes du corps des membres du gouvernement, d'établir une plus grande équité dans les salaires entre hauts fonctionnaires et les autres salaires, de fusionner certains ministères pour réduire les coûts liés à des administrations pléthoriques, de supprimer les postes de Vice-présidents et de Vice-premiers ministres, de mettre la compétence comme premier critère d'embauche à la place de l'appartenance communautaire. Il faut rappeler que, à l'image du Liban, le système politique irakien attribue

les fonctions en regard des appartenances communautaires: un Premier ministre chiite, deux Vice-premiers ministres, sunnite et kurde; un Président de la République kurde, deux Vice-présidents, l'un chiite, l'autre sunnite. Or, al-Abadi a voulu faire voter ces réformes par le parlement sans avoir consulté préalablement les forces politiques sur lesquelles son pouvoir repose. Sentant leurs privilèges menacés, les députés ont fait échouer l'essentiel des réformes, la Cour suprême fédérale irakienne déclarant en novembre 2015 les réformes «anticonstitutionnelles»! Après plusieurs mois d'attentisme, le mouvement de protestation n'en a repris qu'avec plus de vigueur. Muqtada al-Sadr a nettement durci le ton: à la mi-février 2016, il appelait désormais au renversement du gouvernement irakien. Le chef religieux chiite a lancé un ultimatum à Haydar al-Abadi, donnant un mois au gouvernement pour agir. Cette fois-ci, «c'en est trop!», s'est-il exclamé: «... le gouvernement corrompu doit être renversé», a-t-il lancé du haut de sa tribune, et d'ajouter: «Il faut donner une chance à des personnes indépendantes efficaces et écarter ceux qui ont conduit l'Irak au bord du gouffre».

Le point d'orgue du mouvement fut atteint le vendredi 26 février. Plusieurs centaines de milliers de manifestants étaient rassemblés place Tahrir. À l'appel de Muqtada al-Sadr, une impressionnante marée humaine est descendue ce vendredi dans les rues pour écouter le discours enflammé de l'imam chiite, malgré les menaces explicites de l'État islamique contre la personne de Muqtada. Des centaines de milliers d'Irakiens reprenaient en chœur des slogans dénonçant la corruption, la ruine des services publics et le confessionnalisme. Le vendredi 4 mars 2016, une nouvelle manifestation devant l'entrée de la «zone verte», le quartier fortifié du centre de Bagdad où se trouvent les ministères, illustre le retour des manifestations. Muqtada appelait à un *sit-in* devant l'entrée de la «zone verte» jusqu'à la satisfaction des revendications des manifestants. Et le 18 mars, un immense *sit-in* était organisé à l'entrée de la «zone verte». Chaque vendredi, la foule grossissait et promettait d'occuper l'entrée de la «zone verte» jusqu'à la satisfaction de ses revendications¹.

Force est de constater que, une fois de plus, ce mouvement, le plus massif de l'histoire moderne du pays, est demeuré sans lendemain. Face à la paralysie du Premier ministre, prisonnier de ses alliances, il a eu tendance à s'essouffler les vendredis qui ont suivi. Muqtada a tempéré ses menaces de prise d'assaut de la «zone verte», se contentant d'y pénétrer seul le 27 mars, tandis qu'il conseillait à ses partisans de quitter l'entrée du quartier fortifié.

¹ Cf. CH. CHAMS EL-DINE, *Iraq between Popular Momentum and Frozen Reform*, in «Arab Reform Initiative», mars 2016, <news@arab-reform.net> (dernier accès le 10.05.2016).

La position de Muqtada al-Sadr illustre les impasses du système politique en place à Bagdad. En se faisant la voix des millions d'Irakiens qui refusent le confessionnalisme et son corollaire, la corruption, le chef religieux chiite a tenté d'anticiper le divorce grandissant de la population avec une classe politique dont le rejet unit toutes les communautés. Le mouvement le plus massif de l'histoire moderne du pays n'a abouti qu'à un nouveau gouvernement où quelques 'technocrates' tentent de donner l'illusion d'un changement. De même que Nouri al-Maliki, son prédécesseur, le Premier ministre irakien Haydar al-Abadi échoue à instaurer un État de droit, pourtant le nom que sa coalition s'est donnée pour répondre à la demande populaire.

Quant à la direction religieuse chiite, elle a, de son côté, soutenu les revendications des manifestants. La *marja'iyya* porte pourtant une grande responsabilité dans la mise en place du système confessionnaliste qui fait faillite sous nos yeux. Aux élections législatives de 2005, les partis islamistes chiites avaient fait campagne en arborant des portraits de l'ayatollah Sistani qui n'avait pas refusé ce patronage. Les responsables de tous bords avaient alors fait mine de confondre la majorité démocratique avec la majorité démographique. Est-ce pour cette raison que la plus haute autorité religieuse chiite a annoncé son retrait de la vie politique dans une tentative de devancer un désastre annoncé?

Les appels au calme de Muqtada n'ont pas réussi à mettre un terme au mouvement. Le vendredi 29 avril, à nouveau, par dizaines de milliers, les manifestants brandissant des drapeaux irakiens se sont mobilisés sur la place Tahrir. Un cortège s'est formé pour traverser le Tigre en direction de la «zone verte». Et le samedi, l'impensable s'est produit: des milliers de manifestants ont forcé les barrages et pris d'assaut le bâtiment du parlement irakien, dont les députés n'avaient auparavant pas réussi à se mettre d'accord sur la nouvelle composition du gouvernement, en particulier sur la nomination de cinq ministres, en raison de l'absence de quorum. Le commandement militaire de Bagdad a décrété l'état d'urgence et bloqué toutes les routes vers la capitale irakienne. Les ambassades américaine et d'autres pays ont été évacuées de la «zone verte». Le bureau des Nations Unies a également été fermé. Pendant six heures, les manifestants ont conspué les députés dans l'enceinte du parlement, dans une ambiance de chaos total, tandis des slogans revendiquaient le «pouvoir au peuple!». Directement rendu responsable des événements par le Premier ministre, Moqtada al-Sadr a très vite exhorté les manifestants à quitter le parlement et à ne plus défier les forces de sécurité.

Au Liban... «Vous puez!»

La crise des ordures au Liban désigne une série de manifestations survenues en 2015 pour protester contre l'échec du gouvernement libanais à traiter les ordures accumulées après la fermeture de la plus grande décharge du Liban à la mi-juillet 2015. Le mot d'ordre du collectif qui a émergé lors des manifestations, *Tal'at Ribatkum!* (Vous puez!), est devenu le cri de ralliement des protestataires, une référence autant aux ordures qu'aux hommes politiques.

La fermeture, à la mi-juillet 2015, de la décharge de Na'âmé, principale décharge qui accueillait jusqu'alors les déchets de Beyrouth et de ses environs, est à l'origine de la crise: les poubelles non ramassées pendant des mois ont envahi les rues de la capitale et les montagnes environnantes. La promesse du gouvernement, le 24 juillet, d'acheminer les ordures vers des sites d'enfouissement s'est montrée d'autant plus insuffisante que l'enfouissement des déchets, et non pas leur traitement et leur recyclage, ne réglait en rien la question. Depuis la guerre civile qui a déchiré le Liban (1975-1990), les infrastructures, ravagées par les combats, n'ont jamais été remises en service. Les déchets dangereux, notamment chimiques et médicaux, se sont accumulés dans les décharges publiques. La décharge de Na'âmé, ouverte en 1997, devait être une solution temporaire, mais aucun site alternatif n'a ensuite été trouvé. Ainsi, pendant 20 ans, tous les déchets générés par Beyrouth et le Mont-Liban – qui concentrent la majorité de la population libanaise – ont été déversés à Na'âmé. La vallée verdoyante s'est progressivement transformée en une immonde montagne de plus de 15 millions de tonnes d'ordures.

Furieux et exaspérés, un nombre croissant d'habitants a commencé à se plaindre de nombreux cas de cancers, de problèmes respiratoires et de maladies de la peau. Ces protestations ont provoqué la fermeture, en juillet 2015, de la décharge sans que d'autres sites aient été désignés. Beyrouth et les régions avoisinantes se sont alors retrouvées noyées par des fleuves de déchets, alors qu'une odeur pestilentielle se répandait dans la capitale libanaise. Des milliers de manifestants sont descendus dans les rues du centre-ville pour réclamer une solution durable.

Le samedi 22 août 2015, puis le dimanche 23 août, deux manifestations ont rassemblé des dizaines de milliers de personnes à Beyrouth pour dénoncer l'incompétence du gouvernement du Premier ministre Tammam Salam: au ramassage des ordures s'ajoutaient la corruption et l'incurie générale du pouvoir, à l'origine des pénuries d'eau, des coupures d'électricité. À cela s'ajoutait désormais la dénonciation du blocage des institutions, écartelées

entre deux coalitions, l'une dirigée par le Hezbollah chiite et l'autre par le Courant du futur, à majorité sunnite. C'était la première fois depuis dix ans et les grandes manifestations qui avaient suivi la mort de Rafic Hariri, que les Libanais descendaient dans la rue indépendamment des partis politiques.

À la fin d'une grande manifestation, le 29 août, des dizaines de milliers de manifestants avaient fixé un ultimatum au Premier ministre: les leaders du mouvement réclamaient alors, avant le 1^{er} septembre, le départ du ministre de l'Environnement, Muhammad Machnouk, le transfert de la gestion des déchets, ainsi que le jugement des responsables des violences commises lors de la manifestation du week-end des 22 et 23 août, dont le ministre de l'Intérieur, Nouhad Machnouk, proche du Courant du futur.

Le mardi 1^{er} septembre, la police a évacué par la force des dizaines de militants pacifiques qui occupaient le Ministère de l'Environnement pour réclamer la démission du ministre Muhammad Machnouk, quelques heures avant l'expiration de l'ultimatum. Chantant l'hymne national et brandissant le drapeau du pays, ces activistes réclamaient en même temps de nouvelles élections législatives, accusant les députés d'avoir prolongé à deux reprises leur propre mandat depuis les élections en 2009, en mettant en avant les divisions politiques, tout en montrant leur incapacité à élire un nouveau Président dont le poste est toujours vacant depuis mai 2014!

Plus d'une dizaine de jeunes militants du collectif «Vous puez!» entamèrent alors une grève de la faim pour protester contre l'impuissance du gouvernement à résoudre la crise des ordures et pour réclamer leurs «droits les plus basiques».

Le 10 septembre 2015, le gouvernement libanais annonçait la mise en place d'un plan de gestion de crise qui comprenait l'ouverture de deux nouvelles décharges et la réouverture temporaire de la décharge de Na'âmé. Cependant, en janvier 2016, les manifestations reprenaient alors qu'une grave crise bactériologique se déclarait dans les eaux et les airs. Le gouvernement déclarait alors vouloir exporter les déchets...

Le 12 mars 2016, pour tenter de juguler la crise, le conseil des ministres a décidé la réouverture de la déchetterie de Na'âmé. Avant le début de la crise, les camions déversaient quotidiennement entre 2800 et 3000 tonnes de déchets par jour à Na'âmé, soulignait alors Farouk Merhebi, directeur du département de santé environnementale et de gestion des risques à l'Université américaine de Beyrouth (AUB). «Aujourd'hui, c'est 8000 à 9000 tonnes! Les opérations ont pratiquement triplé parce qu'il faut rattraper le retard pris», accusait-il. Les poubelles non ramassées pendant huit mois «ont fermenté et l'odeur en est devenue encore plus agressive».

Le confessionnalisme est souvent la cause ou la conséquence d'une incapacité de l'État à être légitime aux yeux de l'ensemble de sa population. Ce système prive à son tour l'État de toute aptitude à remplir son rôle dans ses fonctions les plus régaliennes. Outre l'exclusion politique de certaines communautés inhérente à ce système (Irak) et la communautarisation (Irak, Liban), la crise de l'électricité et du ramassage des ordures illustre la faillite des États fondés sur ces principes. En Irak comme au Liban, les conditions de la vie quotidienne ont suscité en 2015 et 2016 des mouvements d'une ampleur inégalée. Ces mobilisations n'ont pas pu aboutir faute d'interlocuteur au niveau de l'État. À Bagdad comme à Beyrouth, le confessionnalisme politique empêche en effet la société civile de faire de l'espace public un lieu du politique. Les gouvernements en place ne sont pas capables d'assumer les services publics. C'est l'absence d'un véritable État capable de recevoir sur une base citoyenne les revendications de la société civile qui est en cause. Une nouvelle preuve que nous avons affaire à système politique qui n'est pas réformable.

Le 10 mai 2016